



ACCORD D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DOSSIER N° PC 062758 23 00012 M01

dossier déposé complet le 19/07/2024

de CMCO COTE D'OPALE représentée par
Monsieur CHAUMEIL Christophe

demeurant 171 ROUTE DE DESVRES
BP 906

62222 BOULOGNE SUR MER

pour Construction d'une extension de locaux
de pharmacie de 112m² en lieu et place
d'un bâtiment modulaire
Rajout de volets roulants sur les
menuiseries extérieures

sur un terrain sis RTE DE DESVRES 62280 SAINT
MARTIN BOULOGNE

cadastré BD263, BD254, BD110, BD111,
BD113, BD227, BD258, BD255, BD242,
BD260, BD262, BD205, BD261, BD256,
BD118, BD259, BD189, BD112, BD237,
BD145, BD126, BD257, BD134, BD130,
BD241

SURFACE DE PLANCHER

existante : 21 970,00 m²

créée : 112,00 m²

démolie : 39,00 m²

DESCRIPTION DU DOSSIER D'ORIGINE :

N° Dossier PC 062758 23 00012

Déposé le 29/03/2023

Par Monsieur BOSSU PATRICK

Demeurant 171 ROUTE DE DESVRES

BP 906

62222 BOULOGNE SUR MER

Décidé le 14/06/2023

Le Maire,

Vu la demande de modificatif de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 6 avril 2017 et modifié le 29 juin 2023 et le 11 avril 2024

Vu l'avis conforme d' ENEDIS en date du 08 août 2024

Vu l'avis Favorable du DDTM Mission Accessibilité en date du 27 septembre 2024

Vu l'avis Favorable du MISSION SECURITE - M DURIEUX en date du 11 octobre 2024

ARRÊTE

Article 1 : L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée **est accordée**.

Fait à SAINT MARTIN BOULOGNE

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.